

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Art. 5. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

F. 89 — 1335

20 JUILLET 1989. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 9 juin 1989 portant des mesures temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1981 portant des mesures de police sanitaire relative à la peste porcine classique et la peste porcine africaine, modifié par l'arrêté royal du 20 avril 1982, notamment les articles 29 et 36 bis;

Vu l'arrêté ministériel du 9 juin 1989 portant des mesures temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique, modifié par l'arrêté ministériel du 29 juin 1989;

Vu l'accord du Ministre des Affaires étrangères,

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la situation en matière de peste porcine classique dans la province d'Anvers rend possible l'adaptation des mesures de lutte temporaires,

Arrête :

Article 1^{er}. Un article 8 bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté ministériel du 9 juin 1989 portant des mesures temporaires de lutte contre la peste porcine classique, modifié par l'arrêté ministériel du 29 juin 1989 :

« Art. 8 bis. Les cas non prévus par le présent arrêté sont réglés par l'inspecteur vétérinaire compétent. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 1989.

P. DE KEERSMAEKER

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 89 — 1335

20 JULI 1989. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 9 juni 1989 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest

De Staatssecretaris voor Landbouw,

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 september 1981 houdende maatregelen van diergeneeskundige politie betreffende de klassieke varkenspest en de Afrikaanse varkenpest, gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 april 1982, inzonderheid op de artikelen 29 en 36 bis;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 juni 1989 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest, gewijzigd bij ministerieel besluit van 29 juni 1989;

Gelet op het akkoord van de Minister van Buitenlandse Zaken;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de toestand op het vlak van de klassieke varkenspest in de provincie Antwerpen het aanpassen van de tijdelijke bestrijdingsmaatregelen mogelijk maakt,

Besluit :

Artikel 1. Een artikel 8 bis, luidend als volgt, wordt in het ministerieel besluit van 9 juni 1989 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest, gewijzigd bij ministerieel besluit van 29 juni 1989, ingevoegd :

« Art. 8 bis. Gevallen die niet voorzien zijn in dit besluit, worden beslecht door de bevoegde inspecteur-dierenarts. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 1989.

P. DE KEERSMAEKER

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 89 — 1336

22 JUIN 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1984 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique et protestante des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, tel que modifié;

Vu le protocole du 19 juin 1989 portant les conclusions des négociations menées au sein du Comité du secteur X;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard des mesures visant à permettre au personnel concerné de bénéficier d'un congé pour prestations réduites justifié par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans résulte de l'absence de réglementation en la matière depuis le 1^{er} avril 1989;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard des mesures visant à permettre au personnel concerné de bénéficier d'une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite résulte de l'absence de réglementation en la matière à partir du 1^{er} juillet 1989;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique :

1. aux membres du personnel visés par l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignements gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

2. aux membres du personnel visés par l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique et protestante des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat.

CHAPITRE II. — *Congés pour prestations réduites*

Art. 2. Le Ministre ou son délégué peut autoriser à leur demande les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans, à exercer leurs fonctions par prestations réduites, moyennant le respect des conditions suivantes :

1^o qu'ils soient stagiaires ou nommés à titre définitif;

2^o qu'ils exercent, en fonction principale, la charge pour laquelle l'autorisation est demandée;

3^o qu'ils continuent à exercer des prestations comprenant au moins la moitié et au plus les 4/5 de la durée des prestations complètes fixées normalement pour la fonction qu'ils exercent; les prestations restant à fournir entre ce minimum et ce maximum doivent être arrondies, selon le cas, à une période complète ou à une heure complète;

4^o qu'ils n'exercent aucune activité lucrative pendant leur absence.

Art. 3. Les périodes d'absences justifiées par des prestations réduites conformément au présent chapitre sont considérées comme des congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales.

Ce congé n'est pas rémunéré. Par ailleurs, il est assimilé à une période d'activité de service.

Le congé pour maladie ou pour infirmité ne met pas fin au congé pour prestations réduites.

Art. 4. Pour la fixation du traitement d'attente en cas de mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité, le traitement d'activité est, pour la période au cours de laquelle le membre du personnel fournit des prestations réduites, égal au traitement dû pour les prestations effectivement fournies.

La mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité ne met pas fin au congé pour prestations réduites.

Art. 5. La durée totale des périodes de congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou accordés en vertu de ce chapitre, comptés à partir du 1^{er} juillet 1982, ne peut dépasser 5 ans au cours de la carrière.

CHAPITRE III. — *Dispositions particulières au congé visé au chapitre II*

Art. 6. Par dérogation à l'article 2 du présent arrêté, les chefs des établissements scolaires et les membres de l'inspection ne peuvent obtenir, pour prestations réduites, le congé visé au chapitre II.

Art. 7. Par dérogation à l'article 2, 3^o du présent arrêté, les prestations à accomplir sont fixées à 50 % de la durée des prestations complètes normales de la fonction exercée, pour les membres du personnel suivant :

— les chefs d'ateliers, les chefs de travaux d'atelier, les proviseurs et les sous-directeurs dans l'enseignement secondaire;

— les chefs de travaux, les chefs de bureaux d'études, les chefs d'atelier, les chefs de laboratoire, les chefs du centre de documentation, les chefs du centre d'expertise, les sous-directeurs, les chefs de travaux d'atelier et les directeurs adjoints de l'enseignement supérieur.

Art. 8. Le congé pour prestations réduites visé au chapitre II doit prendre cours, pour chaque année scolaire soit le 1^{er} jour de l'année scolaire, soit le 1^{er} octobre, soit le 1^{er} janvier.

Sous peine de nullité, la demande doit être introduite au moins trente jours avant le début du congé par l'intermédiaire du chef d'établissement.

Par dérogation à cette dernière disposition, la demande de congé prenant cours le premier jour de l'année scolaire 1989-1990 ou le 1^{er} octobre 1989 peut être introduite respectivement le premier jour de l'année scolaire ou jusqu'au 1^{er} octobre 1989 au plus tard.

Art. 9. Le membre du personnel peut mettre fin au congé visé au chapitre II le premier jour d'une année scolaire et reprendre immédiatement sa fonction antérieure.

Le membre du personnel le fait savoir avant le 15 mars de l'année scolaire précédente par l'intermédiaire du chef d'établissement.

Cependant, pour des raisons familiales exceptionnelles et moyennant un préavis d'un mois, le membre du personnel peut être autorisé par le Ministre à reprendre sa charge complète avant l'expiration normale du congé

Ce préavis doit être adressé au Ministre par la voie hiérarchique.

Les membres du personnel enseignant et directeur, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical ne peuvent en aucun cas reprendre leur charge complète après le premier mai de l'année scolaire ou académique.

Art. 10. Au cours du congé pour prestations réduites visé au chapitre II, le membre du personnel est censé avoir poursuivi son activité immédiatement antérieure.

Si, au cours de cette période, l'emploi du membre du personnel est supprimé, il est mis en disponibilité par défaut d'emploi et le congé pour prestations réduites prend fin.

Si, au cours de cette période, la charge normalement attribuée au membre du personnel devient incomplète, le congé pour prestations réduites est maintenu pour autant que sa charge ne soit pas inférieure à la moitié de la durée des prestations complètes fixées normalement pour la fonction qu'il exerce.

Art. 11. Le congé pour prestations réduites, accordé à un membre du personnel qui, au moment de l'autorisation, a deux enfants à charge qui ne dépassent pas l'âge de quatorze ans, et qui ne remplit plus cette condition au cours d'une année scolaire, ne prend fin qu'au terme de l'année scolaire en cours, vacances d'été comprises.

CHAPITRE IV. — *Mise en disponibilité pour convenances personnelles*

Art. 12. Les membres du personnel nommés à titre définitif visés à l'article 1^{er} de cet arrêté peuvent bénéficier d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite lorsqu'ils ont atteint l'âge de cinquante-cinq ans et comptent au moins trente années de service, pour autant qu'ils ne puissent bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public.

Cette mise en disponibilité est accordée jusqu'à la date à laquelle ils peuvent prétendre à cette pension.

Pour l'application de cet article, sont pris en considération les services qui entrent en compte pour l'ouverture du droit à la pension de retraite.

Art. 13. Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé un traitement d'attente égal à autant de cinquantièmes, de cinquante-cinquièmes et de soixantièmes du dernier traitement d'activité que le membre du personnel compte d'années de service à la date de sa mise en disponibilité, selon que la fraction prise en considération pour le mode, calcul de la pension est de 1/50, 1/55 ou 1/60.

Pour l'application de cet article, sont pris en considération, pour leur durée réelle, les services qui entrent en ligne de compte dans le calcul de la pension de retraite, à l'exclusion des bonifications pour études, et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la détermination du traitement.

Pendant cette mise en disponibilité, le membre du personnel ne peut exercer aucune occupation lucrative.

Art. 14. La demande doit être introduite au moins trente jours avant le début de la mise en disponibilité par l'intermédiaire du chef d'établissement.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1989.

Art. 16. Le Ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 juin 1989.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 1336

22 JUNI 1989. — **Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen**

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1984 betreffende het statuut van het personeel van het rijksonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse godsdienst der rijksinrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals het gewijzigd werd;

Gelet op het protocol van 19 juni 1989, met de besluiten van de onderhandeling in sectorcomité X;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de noodzaak, onverwijld maatregelen te treffen om het betrokken personeel verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden te laten bekomen voor het personeelslid dat 50 jaar is of ten minste 2 kinderen ten laste heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, het gevolg is van het gemis aan een reglementering ter zake sinds 1 april 1989;

Overwegende dat de noodzaak, onverwijld maatregelen te treffen om het betrokken personeel terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen te laten bekomen, het gevolg is van het gemis aan een reglementering ter zake sinds 1 juli 1989;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden :

1. bedoeld in het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

2. bedoeld in het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse godsdienst der rijksinrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs.

HOOFDSTUK II. — *Verlof voor verminderde prestaties*

Art. 2. De Minister of zijn gemachtigde kan, op hun verzoek, de toelating geven aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden die 50 jaar zijn of ten minste 2 kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar, om hun ambt met verminderde prestaties uit te oefenen mits zij :

1° stagedoend of vastbenoemd zijn;

2° het ambt waarvoor zij de toelating vragen, als hoofdamt uitoefenen;

3° prestaties blijven verstrekken gelijk aan ten minste de helft en ten hoogste 4/5 van de duur van de volledige prestaties normaal vereist voor hun ambt; het verschil tussen die minimum- en maximumprestaties moet volgens het geval afgerond worden tot een volledige lestijd of een volledig lesuur;

4° tijdens hun afwezigheid geen winstgevende activiteit uitoefenen.

Art. 3. De duur van de afwezigheid voor verminderde prestaties, bedoeld in dit hoofdstuk, wordt beschouwd als verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen. Dit verlof is onbezoldigd, maar wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het verlof wegens ziekte of, gebrekkigheid maakt geen einde aan het verlof voor verminderde prestaties.

Art. 4. Voor de vaststelling van het wachtgeld bij terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid, is de activiteitswedde voor de periode van verminderde prestaties, gelijk aan de wedde verschuldigd voor de werkelijke prestaties.

Art. 5. De terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid maakt geen einde aan het verlof voor verminderde prestaties.

De totale duur van het verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of toegekend krachtens dit hoofdstuk, mag voor de hele loopbaan niet meer bedragen dan 5 jaar, te rekenen van 1 juli 1982.

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere bepalingen voor het verlof bedoeld in hoofdstuk II*

Art. 6. In afwijking van artikel 2 van dit besluit kunnen de hoofden van onderwijsinrichtingen en de leden van de inspectie het in hoofdstuk II bedoelde verlof voor verminderde prestaties niet bekomen.

Art. 7. In afwijking van artikel 2, 3° van dit besluit worden de te verstrekken prestaties vastgesteld op 50 % van de duur van de normale volledige prestaties voor het uitgeoefende ambt, voor :

— de werkmeesters, werkplaatsleiders, provisors en onderdirecteurs in het secundair onderwijs;

— de werkleiders, hoofden van studie bureaus, werkmeesters, laboratoriumchefs, hoofden van een documentatiecentrum, hoofden van een keuringscentrum, onderdirecteurs, werkplaatsleiders en adjunct-directeurs in het hoger onderwijs.

Art. 8. Het verlof voor verminderde prestaties, bedoeld in hoofdstuk II, moet voor elk schooljaar ingaan op de 1e dag van het schooljaar, of op 1 oktober, of op 1 januari.

Op straffe van nietigheid moet de aanvraag ten minste 30 dagen vóór het begin van het verlof ingediend worden via het inrichtingshoofd.

In afwijking van voorgaande bepaling kan het verlof dat ingaat op de 1e dag van het schooljaar 1989-1989 op 1 oktober 1989, aangevraagd worden respectievelijk op de 1e dag van het schooljaar of uiterlijk tot 1 oktober 1989.

Art. 9. Het personeelslid kan een einde maken aan het in hoofdstuk II bedoelde verlof op de 1e dag van een schooljaar, en onmiddellijk zijn vroeger ambt weer opnemen. Het moet zulks vóór 15 maart van het vorige schooljaar meedelen via het inrichtingshoofd. Om uitzonderlijke familiale redenen en mits de aanvraag een maand tevoren was ingediend, kan de Minister het personeelslid machtigen om zijn volledige opdracht weer op te nemen vóór de normale datum voor het verstrijken van het verlof; deze aanvraag moet aan de Minister langs de hiërarchische weg worden overgezonden.

Leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel mogen in geen geval hun volledige opdracht weer opnemen na de 1e mei van het school- of academiejaar.

Art. 10. Tijdens het in hoofdstuk II bedoelde verlof voor verminderde prestaties is het personeelslid geacht, zijn onmiddellijk voorafgaande activiteit te hebben voortgezet. Mocht zijn betrekking in die periode afgeschaffd worden, dan wordt het ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking en neemt het verlof voor verminderde prestaties een einde. Mocht zijn normale opdracht in die periode onvolledig worden, dan blijft het verlof voor verminderde prestaties genieten, mits zijn opdracht niet kleiner is dan de helft van de duur van de voor het uitgeoefende ambt normaal vastgestelde volledige prestaties.

Art. 11. Het verlof voor verminderde prestaties van een personeelslid dat op het tijdstip van de toelating 2 kinderen ten laste heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en dat niet meer aan de voorwaarde voldoet in de loop van een schooljaar, wordt pas beëindigd op het einde van het lopende schooljaar, zomervakantie inbegrepen.

HOOFDSTUK IV. — *Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid*

Art. 12. Vastbenoemde personeelsleden bedoeld in artikel 1 van dit besluit kunnen terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen bekomen wanneer zij 55 jaar zijn en ten minste 30 jaar dienst tellen, mits zij geen rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist kunnen genieten.

Die terbeschikkingstelling geldt tot de datum waarop zij op dat pensioen aanspraak hebben.

Voor de toepassing van dit artikel komen de diensten die meetellen voor het verlenen van het recht op een rustpensioen, in aanmerking.

Art. 13. Tijdens heel die periode van terbeschikkingstelling wordt wachtgeld toegekend, gelijk aan zoveel 50sten, 55sten en 60sten van de laatste activiteitswedde als het personeelslid dienstjaren telt op de datum van zijn terbeschikkingstelling, naargelang voor de berekening van het pensioen gerekend wordt met 50sten, 55sten of 60sten.

Voor de toepassing van dit artikel komen de diensten die meetellen voor de berekening van het rustpensioen in aanmerking voor hun werkelijke duur, met uitzondering van de bijslag voor studies en van de andere perioden die voor de bepaling van de wedde erkend zijn als extra-diensttijd.

Tijdens die terbeschikkingstelling mag het personeelslid geen winstgevendende activiteit uitoefenen.

Art. 14. De aanvraag moet ten minste 30 dagen vóór de aanvang van de terbeschikkingstelling ingediend worden via het inrichtingshoofd.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1989.

Art. 16. De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, op 22 juni 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

14 JUIN 1989. — Arrêté ministériel portant agrégation de l'A.S.B.L. Securexophone pour la gestion d'un système de télé-assistance

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment les articles 4 et 47, § 1er;

Vu la loi du 21 août 1987 modifiant la loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise, notamment l'article 27;

Vu l'arrêté royal du 9 mai 1988 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté royal du 27 mai 1988 fixant la composition de l'Exécutif de la Région bruxelloise;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1987 relative à l'octroi de subventions pour l'informatisation des pouvoirs locaux situés dans la Région bruxelloise;

Vu l'arrêté royal du 10 novembre 1988 relatif à l'octroi de subventions de fonctionnement pour l'informatisation des pouvoirs locaux situés dans la Région bruxelloise et notamment l'article 3, § 6;

Vu le rapport du Centre informatique de la Région bruxelloise;

Sur la proposition du Membre de l'Exécutif qui a l'Informatique dans ses attributions et de l'avis des Membres de l'Exécutif qui en ont délibéré le 2 juin 1989,

Arrête :

Article 1er. L'A.S.B.L. Securexophone est agréée pour la gestion d'un système de télé-assistance.

Art. 2. Le présent arrêté sera transmis à la Cour des comptes ainsi qu'à Messieurs les Administrateurs généraux.

Bruxelles, le 14 juin 1989.

J.-L. THYS.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

14 JUNI 1989. — Ministerieel besluit houdende erkenning van de V.Z.W. Securexophone voor het beheer van een tele-hulpsysteem

De Staatssecretariaat voor het Brusselse Gewest,

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördonneerd op 20 juli 1979;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en door de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 21 augustus 1987 tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en houdende bepalingen betreffende het Brusselse Gewest, inzonderheid artikel 27;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 mei 1988 houdende benoeming van de leden van de Regering;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 mei 1988 houdende samenstelling van de Executieve van het Brusselse Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1987 betreffende de toekenning van subsidies voor de informatisering van de plaatselijke besturen in het Brusselse Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 november 1988 betreffende de toekenning van werkingstoelagen voor de informatisering van de plaatselijke besturen in het Brusselse Gewest, inzonderheid artikel 3, § 6;

Gelet op het rapport van het Informaticacentrum van het Brusselse Gewest;

Op voorstel van het Lid van de Executieve, dat bevoegd is voor informatica, en van het advies van de Leden van de Executieve die erover hebben beraadslaagd op 2 juni 1989,

Besluit :

Artikel 1. De V.Z.W. Securexophone is erkend voor het beheer van een tele-hulpsysteem.

Art. 2. Dit besluit zal worden overgemaakt aan het Rekenhof, evenals aan Mijne Heren de Administrateurs-Generaal.

Brussel, 14 juni 1989.

J.-L. THYS.